



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mesdames, Messieurs,

Très chers polynésiens,

Nous revenons aujourd'hui vers vous, avec le Président, comme nous le faisons à chaque fois que la situation le nécessite.

Le constat est clair : nous assistons à une propagation du virus en Polynésie française dans un contexte de rebond mondial de l'épidémie. Dans l'hexagone 4 500 nouveaux cas entre samedi et dimanche. A la Réunion, la barre des 1 000 cas a été franchie. 325 nouveaux cas en Guadeloupe la semaine dernière.

Nous pouvons constater que la situation se dégrade sur l'ensemble des territoires de la République et pas spécifiquement en Polynésie.

Je voudrais vous réaffirmer aujourd'hui notre volonté sans faille de transparence envers vous. Le meilleur moyen de protéger notre *fenua* c'est justement la confiance et l'adhésion de tous aux mesures

que nous prenons, qui n'ont qu'un seul objectif : notre protection collective. Pour cela, toutes les informations dont nous disposons vous sont transmises régulièrement et en toute transparence dès qu'elles sont validées par les services de santé, soyez-en certains.

Je souhaite également affirmer à nouveau que la protection sanitaire de la population est un impératif. Mais nous devons dans le même temps assumer la nécessité de reprendre une vie économique ouverte sur l'extérieur. Il en va de la sauvegarde de milliers d'emplois et plus généralement de la stabilité de la vie économique et sociale de notre territoire. Il est indispensable d'éviter une crise économique et sociale majeure. Celle-ci serait insurmontable dans les mois et années à venir si nous nous contentions de vivre sur nous-mêmes, coupés du monde extérieur.

La décision d'ouverture de nos frontières a donc été prise pour permettre à la vie des polynésiens de reprendre son cours, pour protéger les emplois et faire face aux conséquences économiques de la crise sanitaire. **C'est un choix que nous assumons car le renfermement de la Polynésie sur elle-même n'était pas une solution viable sur le long terme.**

Cette réouverture s'est faite avec un maximum de précautions. **Un dispositif de contrôle à l'entrée sur le territoire a été mis en place.**

Ce dispositif, qui repose sur une série de barrières successives, est sans doute l'un des plus complet au monde. Comme vous le savez, il n'est en effet pas possible de se rendre en Polynésie sans avoir réalisé un test RT-PCR, qui est l'un des plus fiables, 3 jours avant l'embarquement, suivi d'un auto-test 4 jours après l'entrée sur le territoire. En outre, l'ETIS permet de tracer tous les nouveaux entrants.

Aujourd'hui, nous constatons que ce dispositif fonctionne : près de 12 000 personnes ont été testées depuis le 15 juillet. Seuls 16 cas importés ont été détectés dont 11 touristes.

Nous venons de vivre plusieurs jours d'alerte qui ont inquiété la population et c'est compréhensible. Pour nous-mêmes, avec le Président, l'évolution brutale des chiffres a été une inquiétude.

Que s'est-il passé pour arriver aux 310 cas d'aujourd'hui ?

La situation sanitaire que nous connaissons aujourd'hui s'explique par le comportement inapproprié de quelques-uns, qu'il s'agisse des organisateurs de rassemblements ou des participants.

On le voit, un dispositif de protection n'est pas suffisant sans l'adhésion de tous et j'insiste sur ce point.

Nous sommes à 310 cas en un peu plus de trois semaines à cause de foyers épidémiques importants, générés au cours des rassemblements festifs caractérisés par des comportements insouciantes « du monde d'avant », sans respect des gestes barrières et qui conduisent à une diffusion massive du virus.

Ainsi, ce qui pose problème, je le répète, ce n'est pas notre ouverture vers l'extérieur, mais ces rassemblements sans respect des gestes barrières et des recommandations sanitaires de base qui sont pourtant rappelées depuis plusieurs mois sur le territoire et partout dans le monde d'ailleurs. Ces mesures nous les connaissons tous, nous partageons leur importance, mais malheureusement certains peuvent penser que l'on peut parfois sans risque s'en exonérer. Et bien non. Notre vigilance doit être continue et il existe bien une **responsabilité individuelle.**

Aujourd'hui l'important travail mené par le bureau de veille sanitaire et l'Institut Louis-Malardé permet une analyse précise des chaînes de

transmission et le dépistage des cas contacts. **Nous pouvons ainsi constater que le virus circule sur notre territoire, principalement dans la zone urbaine de Tahiti.**

Les mesures que nous avons prises il y a deux semaines avaient pour but de maîtriser les clusters identifiés et de limiter les chaînes de transmission. **Face à l'augmentation du nombre de cas ces derniers jours et dans le but d'empêcher une circulation incontrôlée du virus, nous devons renforcer nos mesures de protection.** En conséquence, après consultation des épidémiologistes qui analysent la situation sanitaire sur le territoire, nous avons décidé avec le Président jusqu'au 15 septembre de :

- Maintenir la fermeture des boîtes de nuit et discothèques ;
- Maintenir les règles déjà applicables dans les restaurants et les débits de boisson - sur ce point, les contrôles seront renforcés ;
- Généraliser dans les prochains jours le port du masque dans l'espace public, en plein air dans les zones urbaines à forte fréquentation. Nous allons pour cela consulter les *tavanas* et les organisations syndicales pour la mise en œuvre de cette mesure ;

- Interdire tous les rassemblements de loisirs, c'est-à-dire les rassemblements informels, de plus de 10 personnes sur les plages, espaces verts et parcs publics et tous sites prévus à cet usage ;
- Maintenir la déclaration préalable à la charge des organisateurs pour tous les autres types de rassemblements de plus de 10 personnes ;

J'ai également renouvelé des instructions très strictes aux services de l'Etat pour que nos agents veillent à respecter et à faire respecter l'ensemble de ces consignes.

Enfin, je vais demander à l'ensemble des communes de l'île de Tahiti, après concertation des *tavanas*, de déclencher leurs plans communaux de sauvegarde (PCS). Ce travail se fera en lien avec le PC crise du Haut-commissariat qui travaille bien-sûr en liaison étroite avec le PC santé.

Certaines de ces mesures feront l'objet de concertations dans les prochains jours pour leur mise en œuvre opérationnelle.

Je tiens ici à rappeler le rôle important des communes dans cette gestion de l'épidémie.

Aujourd'hui la moyenne d'âge des personnes détectées positives est de 34 ans. **Les rassemblements festifs à l'origine des cas positifs expliquent ce profil jeune et le fait que le nombre d'hospitalisations est heureusement aujourd'hui limité.**

Nous devons néanmoins éviter que le virus touche les personnes vulnérables et notamment les personnes âgées. Avec les *tavana* et le Pays, nous devons mettre en commun nos efforts dans le but de protéger encore plus ces personnes fragiles.

Il en va de la responsabilité de tous. Nous devons collectivement protéger nos parents et grands-parents qui nous sont chers. La famille est une valeur importante ici en Polynésie. Aujourd'hui il est de notre devoir d'être vigilant. Cela passe par un respect strict des gestes barrières : s'interdire les embrassades, se laver régulièrement les mains, porter le masque. Tous ces gestes nous protègent et protègent les personnes qui nous entourent et la collectivité dans son ensemble.

De même, il est indispensable que nous limitions nos rassemblements qu'ils soient festifs, associatifs ou professionnels.

Je rappelle que ce virus réagit différemment en fonction des personnes et c'est bien là toute la difficulté. Un quart des personnes malades n'ont aucun symptôme et ne se savent pas contagieuses. C'est pourquoi, le seul rempart face à ce virus ce sont les mesures barrières.

Je suis pleinement conscient des efforts demandés, qui modifient nos habitudes de vie. Il faut accepter de les remettre en cause pour protéger nos familles, nos aînés, notre entourage, le *fenua*.

Nous devons lutter collectivement contre ce virus. Cette mobilisation va encore durer.

Par ailleurs, nous avons pris la décision avec le Président, de réunir demain les principaux responsables religieux du Pays, afin de faire le point et définir ensemble la meilleure manière de faire respecter les gestes barrières durant les offices et les rassemblements privés qui parfois suivent. Je pense notamment aux mariages, aux baptêmes...

Concernant les écoles, comme l'a rappelé le Président, nous devons assurer la scolarité de nos enfants. Les fermetures de classe et d'école doivent rester ciblées. Aujourd'hui, nous constatons que près de 80% des élèves fréquentent les écoles et 93% des enseignants sont présents. Cela constitue un bon indice de confiance des mesures prises.

Je tiens également à reprendre ici les mots du Président de la République qui rappelle que « **le risque zéro n'existe jamais dans une société. Il faut répondre à cette anxiété sans tomber dans la doctrine du risque zéro** ». Ainsi « on ne peut pas mettre la pays à l'arrêt, parce que les dommages collatéraux d'un confinement sont considérables ».

Nous sommes sur du temps long. Les mesures que nous prenons ne seront pleinement efficaces que dans la durée et surtout si elles sont respectées par tous. On le voit quelques comportements inappropriés suffisent à engendrer de nombreux cas sur plusieurs semaines.

Nous devons par conséquent apprendre à vivre avec ce virus. Nous devons continuer à nous protéger et à protéger les autres. Protéger les autres c'est aussi savoir se signaler en cas de contact. Il ne faut pas avoir honte. Se signaler, c'est protéger. Il en va de la responsabilité individuelle de chacun.

Rien n'est jamais gagné. A ce stade, plus d'un cas sur trois est définitivement guéri et la grande majorité des personnes atteintes n'ont eu jusqu'à présent que des symptômes bénins. Ce n'est pas pour autant qu'il faut baisser la garde et surtout, je le répète, **nous nous devons de**

protéger les personnes vulnérables et nos aînés, mais le virus peut toucher gravement tout le monde, y compris des jeunes.

Je suis pleinement conscient des efforts que nous vous demandons, mais ensemble, unis, nous surmonterons cette difficile étape qui nous est collectivement imposée. Nous sommes tous mobilisés.